

LA CONSTRUCTION D'UN QUAI À NEWELLTON

Question n° 945—**M. Haliburton:**

1. Des pétitions ont-elles été reçues depuis 10 ans en faveur de la construction d'un quai à Newellton?
2. Le ministère des Travaux publics a-t-il un emplacement et un plan de construction pour ce quai?
3. Un devis a-t-il été établi?
4. Le ministère a-t-il fixé un ordre de priorité pour la construction de quais dans l'ouest de la Nouvelle-Écosse, c'est-à-dire à l'ouest d'Halifax et de Windsor, et dans l'affirmative, a) quel est-il et b) quels sont les plans prévus à cet effet?

L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Travaux publics):

1. Oui.
- Emplacement: oui; plan de construction: non.
3. Oui.
4. Le ministère ne fixe pas de lui-même un ordre de priorité pour la construction des quais. Il examine les projets de concert avec les ministères en cause comme les ministères des Transports et de l'Environnement. Il dresse l'échéancier des projets en conformité des fonds que le Parlement leur affectera et les projets sont donc assujettis à l'affectation de ces fonds. Le calendrier exact de la réalisation des projets varie en fonction du changement des conditions et des exigences. Voici la situation actuelle des travaux maritimes de l'ouest de la Nouvelle-Écosse: Yarmouth—Nouveau quai; forages en cours; on a retenu les services d'un expert-conseil en vue de la conception ainsi que l'établissement des plans et devis. Shag Harbour—Améliorations portuaires; forages terminés, on a dressé les plans et devis des travaux jusqu'au prolongement du quai et au rajout en forme de L. Clarke's Harbour—Dragage; forages supplémentaires exigés afin d'établir les plans et devis des déblais des catégories «A» et «B»; agrandissement du bassin d'amarrage. Tiverton—Réparation de quai; on établit actuellement les plans et devis visant la reconstruction sur une distance de 120 pieds de la partie du quai avançant dans la mer. Digby—Réparation du rajout en forme de L; on établit actuellement les plans et devis visant à remplacer le tablier actuel en bois d'œuvre par un tablier en béton. Pointe Battery (Victoria Beach)—Réparation de brise-lames; on établit actuellement les plans et devis visant la réparation du brise-lames sud avançant dans la mer. Feltzen Sud—Réparation de brise-lames—On établit actuellement les plans et devis visant la réparation sur une distance de 100 pieds de la partie du brise-lames avançant dans la mer. Lower Surettes Island—Réparation de quai; on a terminé la rédaction des plans et on établit actuellement les devis visant la réparation de la pile en encaissement et des travées actuelles de l'ouvrage.

L'IMPRESSION DU CALENDRIER DU MINISTÈRE DES POSTES

Question n° 967—**M. Crouse:**

A-t-on fait des appels d'offres pour l'impression de 800,000 calendriers 1973 par Métropole Litho Inc. de Montréal, à l'intention de l'Agence canadienne de publicité sur ordre du ministère des Postes, au prix de \$269,866.20 et, dans l'affirmative, a) combien d'offres a-t-on reçues, b) quels sont les montants des offres concurrentes?

L'hon. André Ouellet (ministre des Postes): Des appels d'offres ont été lancés pour l'impression par l'agence de publicité, Agence Canadienne de Publicité. a) Quatre. b) St. Lawrence Lithograving Limited, \$156,000; R.B.T. Printing Limited, \$185,685; Métropole Litho Inc., \$173,790;

Questions au Feuilleton

Ashton Potter Limited, \$167,000. Les soumissions les plus basses ne rencontraient pas les normes établies.

LA GESTION QUALITATIVE DE L'EAU AU CANADA

Question n° 977—**M. Harding:**

1. Combien de secteurs de gestion qualitative de l'eau a-t-on créés depuis l'adoption en juin 1970 de la Loi sur les ressources en eau du Canada?
2. Dans quelle province et à quel endroit chacun de ces secteurs est-il situé?
3. Quelle est la superficie de chaque secteur?

M. William Rompkey (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): 1. Aucun secteur de gestion qualitative de l'eau conforme à la définition contenue dans la partie II de la loi sur les ressources en eau du Canada n'a été créé. Il y a cependant un certain nombre de secteurs tombant sous l'application d'ententes fédérales-provinciales en vertu de cette loi, comme les Grands Lacs, dont la qualité de l'eau est le principal ou l'un des principaux points d'intérêt. Bien que ces ententes ne soient pas selon le principe des organismes mentionnés dans la partie II de la loi en question, elles ont néanmoins le même objectif fondamental de maintenir ou d'améliorer la qualité des eaux. De plus, le ministère a entrepris en collaboration avec plusieurs provinces l'élaboration de plans d'ensemble pour la gestion des ressources en eau y compris une stratégie de la gestion qualitative des eaux pour certains bassins versants comme ceux des rivières Qu'Appelle, Okanogane et Saint-Jean.

2. Voir 1.
3. Voir 1.

LA ROUTE FORT NELSON-FORT SIMPSON

Question n° 983—**M. Oberle:**

1. Quels sont les entrepreneurs que le gouvernement a chargés de construire la route de Fort Nelson-Fort Simpson (Colombie-Britannique)?
2. Quel est le montant total du contrat?
3. Quelle partie des travaux a-t-on terminée à ce jour?
4. Quand les travaux reprendront-ils?
5. A quelle date les travaux doivent-ils être terminés?

L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Travaux publics): 1. Étant donné que ce tronçon de la route de Fort-Nelson à Fort-Simpson relève de l'Administration provinciale, le gouvernement fédéral ne dispose d'aucune donnée relative au contrat ou à la planification à cet égard.

- 2, 3, 4 et 5, sans objet.

COMMUNICATIONS—EFFECTIFS ET TRAITEMENTS

Question n° 985—**M. Knight:**

1. Combien d'employés travaillent à plein temps au ministère des Communications, au 31 janvier 1970?
2. Combien parmi eux gagnaient plus de \$15,000 par an, réparti par tranches de \$1,000 de traitement?
3. Combien d'employés travaillaient à plein temps au ministère des Communications, au 31 janvier 1973?
4. Combien parmi eux gagnaient plus de \$18,000 par an, réparti par tranches de \$1,000 de traitement?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (ministre des Communications): En ce qui concerne le ministère des Communications: 1. au 31 janvier 1970, 1,326 employés travaillaient à plein temps au ministère des Communications.